

0cm

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

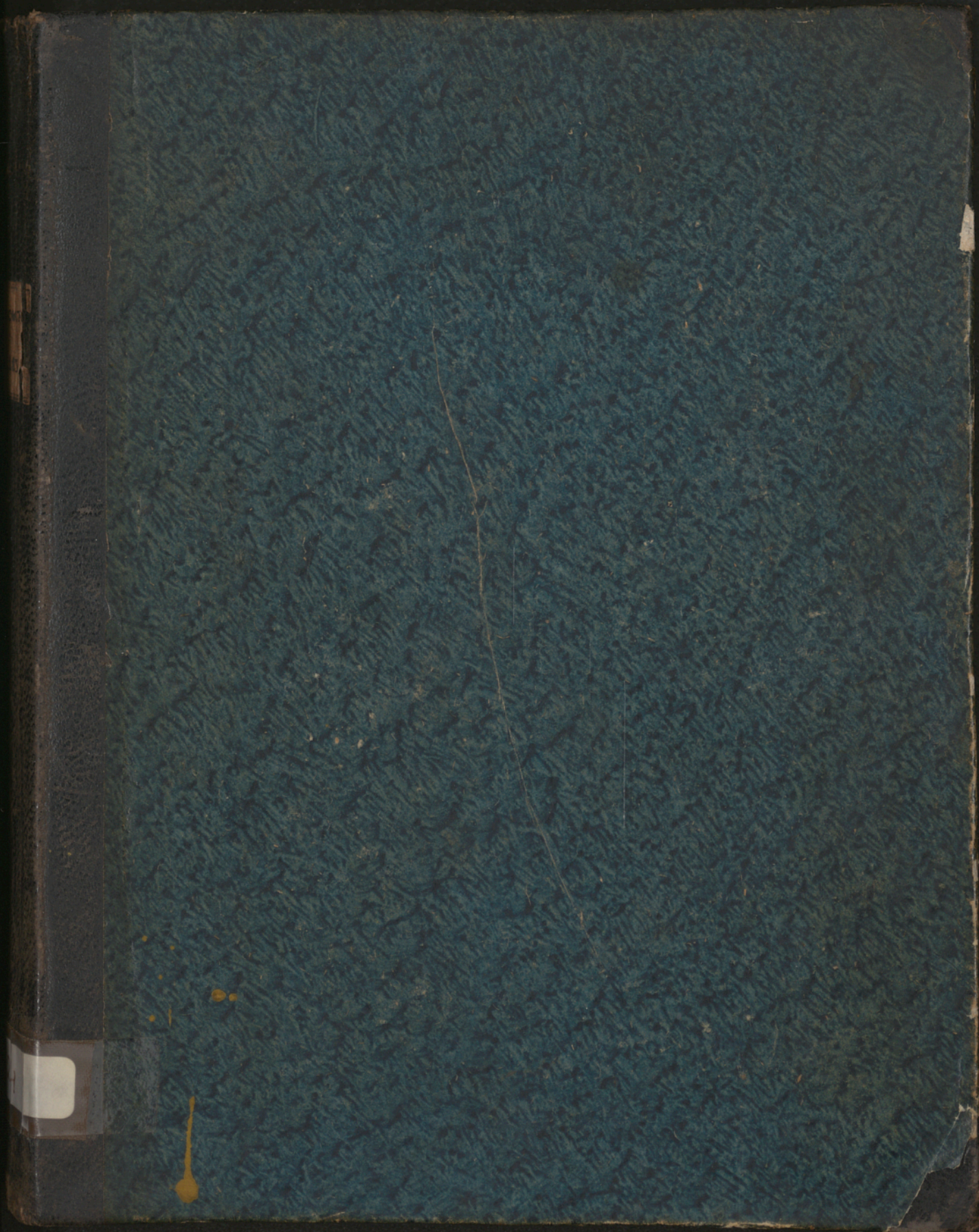
23

2

CONCOUR

DE 1838

Q24





lib
10. 10.

Concours
ouvert devant la Faculté de droit de Paris,
le 16 Janvier 1841.

Nominations.

Résultat de la délibération du Jury.
30 Juin 1841.

Chaire de droit commercial, (Toulouse) vacante par le décès
de M. Ferradou.
1^{er} tour de scrutin.

M. M.	MM. Dufour, suppléant à Toulouse	8 voix.
	Delgers, suppléant à Paris	5.
	Molinier, suppléant à Toulouse	4.
Dufour, professeur à Toulouse.	Cabantous, docteur en droit	1.

2^e tour de scrutin.

MM. Dufour	9.
Molinier	5.
Delgers	4.

Ballottage entre MM. Dufour et Molinier.

MM. Dufour	12.
Molinier	

Chaire de procédure civile, (Poitiers) vacante par le décès
de M. Boncansa, Doyen.

1^{er} tour de scrutin.

MM. Bourbeau, docteur en droit	7 voix.
Massol, suppléant provisoire à Toulouse	4.
Etienné, docteur en droit	3.
Laplace	3.
Cabantous	1.

Bourbeau.
professeur à Poitiers.

2^e tour de scrutin.

MM. Bourbeau	5.
Massol	5.
Etienné	4.
Laplace	4.

Ballottage

MM. Bourbeau	11.
Massol	7.

Chaire de code, (Strasbourg).

MM. Rau, suppléant à Strasbourg	15 voix.
Laplace	3.

Rau.
professeur à Strasbourg.

Suppléance de Paris.

1^{er} tour de scrutin.

	M.M. Colmet d'Age, docteur en droit . . .	5 voix
	Berriat-St-Prix, idem . . .	4.
	Vuatrieu, idem . . .	4.
	Gaslonde, suppléant à Dijon . . .	4.
Colmet d'Age, suppléant à Paris.	Eschbach, docteur en droit . . .	1.

2^e tour de scrutin.

M.M.	Colmet d'Age . . .	6.
	Berriat-St-Prix . . .	5.
	Vuatrieu . . .	4.
	Gaslonde . . .	4.

Balottage.

M.M.	Colmet d'Age . . .	10.
	Berriat-St-Prix . . .	8.

Suppléance de Poitiers.

	M.M. Etienne, docteur en droit . . .	10 voix
Etienne, suppt à Poitiers.	Massol, suppléant prov. à Toulouse . . .	7.
	Ragon, docteur en droit . . .	1.

Suppléance d'Aix.

	M.M. Guis, docteur en droit . . .	15 voix
guis, suppt à Aix.	Cabantous, idem . . .	1.
	Ragon, idem . . .	1.
	Machelard, idem . . .	1.

Suppléance de Dijon.

	M.M. Cabantous, docteur en droit . . .	11.
Cabantous, suppt à Dijon	Gaulet, idem . . .	3.
	Ragon, idem . . .	2.
	Lacourne, idem . . .	1.
	Borviel, idem . . .	1.

Suppléance de Caen.

Machelard, suppt à Caen.	M.M. Machelard, docteur en droit . . .	11 voix	} après deux tours de scrutin.
	Cauvet, idem . . .	7.	



Supplément de Paris

1^{re} liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris, de Paris, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4

2^e liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4



Supplément de Paris

M. M. Guérin, de Paris	10
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4

Supplément de Paris

M. M. Guérin, de Paris	10
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4
Guarant, de Paris	4

Supplément de Paris

M. M. Guérin, de Paris	10
Guarant, de Paris	4

VARIÉTÉS.

CONCOURS OUVERT DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT.

La première séance publique consacrée aux épreuves orales sur le droit civil français a eu lieu, hier matin, dans la salle des exercices de la faculté. Dès le début, au milieu d'un nombreux auditoire, M. Giraud, président du concours à pris la parole en ces termes :

« Messieurs,

Voici le troisième concours que la sollicitude du chef illustre de l'université a ouvert pendant cette année aux ambitions honorables qui se dévouent à la carrière de l'enseignement du droit. Ces luttes répétées de l'intelligence et du savoir, loin de fatiguer et de décourager les candidats, semblent au contraire imprimer une activité nouvelle à leurs travaux et développer avec plus d'avantages la puissance et le talent des concurrents. C'est ainsi qu'après les concours de Rennes dont l'éclat a été si brillant, nous retrouvons à Toulouse une réunion de docteurs dont la généreuse émulation promet les plus heureux résultats.

C'est que les concours, messieurs, sont intimement liés à la vie universitaire, et qu'à tout prendre, cette voie si périlleuse et si difficile, en apparence, offre au mérite les chances de succès les plus certaines. La vie de l'homme est-elle autre chose qu'un combat ? C'est dans la lutte que l'homme grandit et s'élève ; et la lutte à ciel ouvert qu'offrent les concours publics vaut bien mieux que la lutte sombre et la vie tortueuse dans laquelle trop souvent s'engagent les passions ennemies et les intérêts rivaux.

Cette année sera donc profitable pour la science et pour la prospérité des études du droit ; et il ne sera pas moins important, par le nombre des concurrents et par l'éclat des talents, le concours qui doit compléter la seconde faculté du royaume, héritier de cette noble et antique université de Toulouse qui, fondée dans cette ville savante, au 13^e siècle, compte dans son sein, dès le premier âge, un si grand nombre d'éminents jurisconsultes, qui obtint une si grande renommée que son suffrage fut brigué pendant les démêlés orageux des papes et des rois, et dont la gloire, au 16^e siècle, se confond avec celle des plus illustres réformateurs de la science du droit.

Que dirai-je, Messieurs, des circonstances dans lesquelles se produit ce concours ? Elles ajoutent encore à l'intérêt de ces épreuves. Des trois chaires vacantes auxquelles il s'agit de pourvoir, l'une était remplie par un professeur que la faculté s'applaudit de compter aujourd'hui au rang de ses professeurs titulaires, et dont la promotion, à la suite des plus mémorables concours dont la France garde le souvenir, a couronné le talent et le savoir, en même temps qu'elle a consacré le mérite éminent des rivaux honorés qui disputèrent avec lui la palme du concours et qui peuvent faire hésiter la conscience des juges.

L'un de ces rivaux était M. Vacquier, d'excellente et regrettable mémoire. Je l'ai vu, Messieurs, frappé dans la chaire du concours, comme par un coup de foudre, après un début brillant et du plus heureux augure ; je l'ai vu, trahi par ses forces, tomber en quelque sorte dans l'arène même du combat, en jetant un regard douloureux et triste vers la couronne qui apparaissait à ses yeux. Aux qualités du professeur et du jurisconsulte il joignit le courage et le dévouement du citoyen. L'estime publique le paya généreusement des sacrifices qu'il avait faits à la science et à son pays.

La fin de M. Deloume n'a été ni moins prématurée, ni moins digne de regrets. Son zèle pour l'accomplissement de ses devoirs, son caractère aimable, ses devoirs l'avait rendu cher à ses collègues, son souvenir a les mêmes titres à nos hommages.

Telles sont, Messieurs, les pertes que la faculté de Toulouse doit réparer, dans le concours dont une éminente bienveillance a daigné me confier la direction. Cet honneur insigne, Messieurs, qu'il me soit permis d'en reporter la reconnaissance à la faculté de Toulouse elle-même et aux magistrats respectés qui nous entourent. En m'envoyant siéger dans cette enceinte à côté de mes anciens maîtres, à côté de mes savants et très-honorés collègues, à côté des magistrats qui nous prêtent l'appui de leur prudence et de leur sagesse, le ministre a voulu consacrer par une adhésion solennelle leur bienveillance et ma gratitude qui se confondent ici dans un souvenir touchant.

La justice, Messieurs, trouve elle-même la garantie dans ces diverses circonstances. Le mérite des hommes qu'il s'agit de remplacer, l'importance et la gloire de la faculté de Toulouse, doivent nous rendre exigeants et difficiles. Sans doute, parmi les talents éprouvés qui vont disputer les suffrages de nos consciences, l'université ne peut trouver que des candidats dignes de la consoler des pertes qu'elle vient réparer aujourd'hui ; mais la palme appartient aux plus instruits, aux mieux préparés, et le mérite lui-même des candidats, leur noble confiance, le devoirs de nos charges, tout nous impose l'obligation d'être juste et sévère. Un orateur que je ne nomme pas, quoique son autorité fût grande dans cette enceinte, disait naguère devant la chambre des pairs de France : Le



quelles sont celles qui seraient d'un intérêt assez général pour être élevées au rang des routes royales.

Ministère de l'agriculture et du commerce. — **Administration centrale.** — L'organisation du personnel est prête ; elle donne lieu à la demande d'un crédit général de 511,300 fr., qui sera divisée en 2 parties ; l'une de 496,300 fr., représentant l'organisation définitive, l'autre de 15,000 fr. ayant un caractère éventuel et maintenu pour un état de choses que le temps doit modifier. Quant à présent, et provisoirement, c'est 12,300 fr. à ajouter au crédit du chapitre premier, qui se trouvera ainsi porté à 511,300 fr., et qu'elle propose d'adopter.

La commission émet le vœu qu'en dehors du cabinet du ministre, il n'y ait que 3 directions : celle de l'agriculture et des haras, celle du commerce intérieur et des manufactures et celle du commerce extérieur, avec une division pour la comptabilité.

Le nombre des chefs employés, de 122, descendra à 119 ; les chefs des grandes divisions seront secondés par 16 chefs de bureau, appuyés eux-mêmes sur des employés de divers grades, en nombre suffisant, bien rétribués, et donnant huit heures de travail par jour.

La commission demande que la nomination des directeurs ne soit pas soumise à la sanction royale.

Ecoles vétérinaires et bergeries. — La commission est d'avis de l'adoption d'une augmentation de crédit de 14,000 fr., pour recevoir, dans l'intérêt des études des écoles, dans les établissemens dépendant des écoles d'Alfort, Lyon et Toulouse, les animaux malades, des races bovine et chevaline, afin de développer l'enseignement pratique dans ces écoles ; ces moyens d'étude sur une nature vivante devant tourner au profit de la science.

Elle adopte également un crédit de 10,000 fr., destiné à accroître la dotation des établissemens suivans, savoir :

Rambouillet, 5,000 fr. — Moncavrel, 3,500 fr. — Lahaievaux, 1,500 fr.

Encouragement à l'Agriculture. — La commission adhère au crédit de huit cent trente mille francs, elle engage le ministre à entrer dans la pensée de la chambre, c'est-à-dire de propager en France l'élevage de la race bovine de Durham ; il ne saurait oublier qu'outre la part prélevée annuellement sur le crédit ordinaire de 800,000 fr. pour les acquisitions d'animaux, l'intention de la chambre s'est manifestée par l'addition d'un crédit en quelque sorte spécial de 30 mille francs.

La commission aime à penser, dit l'honorable rapporteur, que l'élevage ne sera pas accru, que la vacherie du Pin conservera son caractère purement expérimental, que des fonds suffisants seront employés en 1844 en achats d'animaux de la race de Durham importés d'Angleterre pour être vendus publiquement et donner ainsi, le plus tôt possible, satisfaction aux pressans intérêts de notre agriculture.

Haras et dépôt d'étalons. — 2,400,000 fr. — La commission croit que certaines améliorations se sont produites dans la production et l'éducation de la race chevaline.

L'état seul peut et doit fournir sur une vaste échelle les types régénérateurs ; l'état seul peut et doit encourager la production par tous les moyens en son pouvoir. L'état ne peut pas, ne doit pas, se livrer à l'élevage, cela est du domaine de l'industrie privée.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce, s'identifiant avec la pensée de la commission de 1843, a devancé l'époque pour préparer les modifications à apporter au régime préexistant, et entrant immédiatement dans la voie de la réforme, il a, dès l'année dernière, supprimé complètement l'élevage au haras de Rosières, et l'a notablement réduit au haras du Pin.

Par ce moyen les établissemens se sont enrichis de 100 étalons environ, et réduits de 44 jumens, 27 poulains et pouliches, et 19 chevaux de service. Les 68 jumens restantes se partagent ainsi : 31 à Pompadour, 19 au Pin, 18 au dépôt d'Arles.

Ce dernier dépôt renferme en outre 32 étalons et 38 poulains et pouliches. Le ministre a demandé à conserver les jumens attachées à ce dépôt, dans l'intérêt de la régénération de la race camargue qu'on veut réhabiliter par l'exemple d'un élevage judicieux.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce a déclaré que le règlement de la monte serait désormais strictement et uniformément exécuté, notamment en ce qui concerne la saillie, qui ne serait plus gratuite à l'avenir.

La commission ne saurait approuver la création d'un nouveau dépôt d'étalons à Lamballe. L'irrégularité de cette création a donné lieu à une autre irrégularité, c'est les traitemens du directeur et d'un agent, ensemble 4,200 fr. destinés à des complémens de traitemens à d'anciens officiers des haras, dont l'économie devait faire retour au trésor, au lieu de servir à solder des dépenses qui n'étaient pas autorisées.

La chambre, consultée, qu'elle votera sur l'adoption et le rejette.

Elle adopte, après discussion, dans le second paragraphe additionnel

M. RICHARD DES BROS adopte.

Adoption de l'art. 2.

La chambre adopte l'

Sur l'article 4, M.

un amendement qui a

l'état.

La séance est levée.

CORRE

CHA

(Pré

A deux heures la s
M. DE LAROCHEJAC
de l'enseignement.

L'ordre du jour est la
latif au chemin de fer

La chambre en est

Gauthier de Rumilly.

un crédit au gouverne

de la voie de fer sur

M. GUTHRIER DE R

rie d'exposé à la

chemins de fer par l'é

le chemin de Lyon et

tion de son amendem

chemin de fer de l'ar

pagnie fermière, l'au

min de Lyon.

L'orateur reproduit

tions présentées par l'

l'amendement de M.

de la discussion du c

M. DE LAMARTINE

tisan de l'exécution co

que les circonstances

considérée par tout le

breux scandales avaient

Les partisans du mon

cession en faveur de l'

sortie de la loi de 18

ne faut pas exclure,

chambre.

Cette loi fait un pa

l'état : leur association

classifs de l'exécution p

de 1842 réserve à l'ét

les baux à court term

Il est temps enfin d

de plus contraire à la

cette mobilité et cet

industrie.

M. GARNIER-PAGES

voix ! Non ! Non !

cuper long-temps la

quelques arguments

M. de Lamartine, j'

que sa fausse interpr

cette loi ? Je assure

2° donner l'exploitac

par la loi de 1842, j'

en 1842, le maintien

et les baux à court ter

Tous ces avantages,

sant l'état maître de

j'ai encore 300 millie

demande au crédit 4

rails ? Comment faire

millions ! (Rumeurs.)

est facile. Un fait im

place. (Ecoutez !)

un célèbre banquier

les receveurs généraux

tration sait manier

tirer un avantage inn

niens du système de la

ment ce système est ex

léans. Le gouvernemen

bien ! ces tarifs ne sont

ils ne le sont pas ; les

minuent selon leurs in

nistres) et vous n'avez

THESES

AD TIT. 2, LIB. 17 FF.

PRO SOCIO.

quas competitorum disputationibus subjiçiet, et Deo favente, ac
auspice Virgine deiparâ tueri conabitur.

*Pro cathedrâ, in consultiſsimâ juriûm Facultate
Colosana vacante,*

O. VAQUIER,

JURIS DOCTOR NEC NON IN EADEM FACULTATE VICARIUS-ANTECESSOR,

DIE XXI JUNII, HORA SECUNDA.



TOLOSE,

TYPIS AUG. HENAULT, VIA ST.-ROME, 7.

1838.

Judicabunt

VV. DD. CC.

GARRISSON, Legionis honoris Eques, in regiâ Tolosæ, curiâ præses,
inspector generalis jurium facultatum, præses certaminis.

DELPECH,
FERRADOU,
LAURENS,
BENECH,
CHAUVEAU,
Legionis Ho-
noris Eques,

In consultissimâ
Jurium Facul-
tate Tolosanâ
Antecessores.

RESSIGEAC, Legionis honoris
Eques, in regiâ Curîâ Tolosânâ
regius Advocatus.

PECH, Legio-
nis honoris
Eques,
DEJEAN,
DARNAUD,

Consilarii in Cu-
riâ eâdem.

THESIS

Ad Tit. 2, Lib. 17, ff.

PRO SOCIO.



I. Procemium.

COGITATIO de bonis viribusque cujuslibet generis in commune conferendis ut ex istâ communione incrementum virium, facultatum, divitiarumque educatur, hæc cogitatio humanitate jam exquisitâ exoritur.

Illa, conjunctiones jam arctiores præponit inter homines, coitiones fiduciâ institutas et pariter quamdam necessitatum complexionem ac commodorum copulationes quæ in primævo societatum tempore non reperiuntur.

Natus è moribus et frequentatione hominum contractus *societatis* quo facultates conatusque quorundam colliguntur, propter coeuntium majorem utilitatem, simul ac mores et usus hominum evolvitur; unâ quoque cum vitæ necessitudinibus, cum privatâ et publicâ fortunâ major efficitur. Solus, potestatem viresque augendo, earum collectione

et concordia potuit et deinceps poterit labores ingentes magnaue incoepta perficere.

Nil mirum, an contractus societatis abfuerit in primis Romæ temporibus. Apparet tantum, in secundo juris civilis periodo, inter publicanos præsertim usitatus, ut testatur Hugo. Sed quàmlibet difficilis fuit ejus frequentatio apud populum qui à commercio, pacisque otio abhorrebat, invaluit tandem et sensim ediderunt regulas quarum nonnullæ latè explicantur in nostro titulo. Hic, juxta materiam contractuum solo consensu perfectorum, inter quos societas adnumeratur, ponitur, haud procùl obligationibus quæ spectant ad rerum juriumque communionem quibus est affinis.

2. *Dissertationis ordo.*

Quæ continentur in tit. 2. lib. 17. ff. cujus tractatio nobis occurrit pertinent, 1^o ad præcepta generalia circa substantiam et formam contractûs societatis necnon modos et clausulas quæ huic adjici solent; 2^o ad ea quæ sunt propria diversis societatis speciebus, quæ in hoc recensentur; 3^o ad actionem quæ ex illo oritur; 4^o denique ad finem societatis. In hoc ordine, materiam exponemus.

§. 1^{er}. — *Præcepta generalia.*

Societas computatur inter contractus, qui bonæ fidei vocantur, et in quibus alter alteri obligatur de eo quod alterum alteri ex bono et æquo præstare oportet.

Perficitur solo consensu; quod ita dicitur quia neque verborum neque scripturæ ulla proprietas desideratur, ac nec dari quidquam necesse est, sed sufficit eos qui negotia gerunt consentire. Undè inter absentes quoque talia negotia rectè contrahuntur veluti per epistolam, vel per nuncium; etiam tacitè scilicet factis, sub conditione et cum temporis adjectione coitur.

In quo, aliquid conferri et communicari opus est. Nam, donationis causâ, societas rectè non contrahitur.

Tamen, quia societas est communis virium et facultatum in quâ plerumquè quisque appetit, auxilio extraneo, supplere ei quod sibi deest ad finem propositum, sequitur necesse non esse ut singuli aliquid ejusdem generis conferant. Societatem, uno pecuniam conferente, alio operam posse contrahi magis obtinuit. Sæpè opera alicujus pro pecuniâ valet.

Accuratè hic contractus distinguendus est ab aliis qui ad rerum quoque et jurium communionem spectant. Si res duobus sit legata, item si à duobus simul empta res sit, aut si hæreditas vel donatio communiter nobis obvenit, aut si à duobus separatim emimus partes eorum, non socii futuri. Nec enim sufficit rem esse communem, nisi societas intercedat et communio fiat affectione societatis.

Hoc est peculiare societati quòd alii contractus tanquàm materia huic subjici possint; nam coitur ad emendum, permutandum, locandum et alia similia.

Palàm est autem res quascumque in societatem venire modò licitæ sint. Traditur enim rerum inhonestarum nullam esse societatem.

Omnis societas animo lucri in commune faciendi coitur.

Sed et sæpè evenit spem decipi, lucrumque non fieri, damnum verò incidere.

Interest ut quæramus quantùm quisque, et in lucro et in damno ferat.

Quocircà distinguendum est utrùm de hoc aliquod pactum fuerit an non.

Si nihil nominatim convenerit; partes et in lucro et in damno æquales sunt, nam societas jus quodammodò fraternitatis in se habet, quod sic vulgò et rectè acceptum est, cùm ea quæ conferuntur sunt æqualia. Cæterum, si inæqualis sit collatio, pro rata ejus quod quisque contulit partes fiant.

Sed si partes in causâ lucri aut damni tantùm definitæ sunt, eadem etiam in causâ omissâ tacitè definitæ intelliguntur.

Cùm autem lucri et damni partes expressæ fuerint, hæ servari debent. Quod verò nonnullas explicationes desiderat.

Numquàm dubium fuit quin valeat conventio, si duo inter se pacti sint ut ad unum quidem duæ partes et lucri et damni pertineant ad alterum tertia. Quoniam incertum est an lucrum aut damnum ex communi negotiatione proveniet, hoc vix inæqualitatem habere videtur.

Sed difficilè admissum fuit in societate coeundâ ut partes lucri et damni difformiter constituerentur veluti si convenerit ut uni lucri partes duas, damni unam tantum, alter duas damni tertiam lucri ferat. Hæc Quinto Mutio displicuit ut naturæ societatis quæ æqualitatem desiderat contraria, sed à Servio Sulpitio admissa, cujus sententia prævaluit.

Imò ita coïri societas potuit ut nullius partem damni alter sentiat, lucrum verò commune sit, si modò opera ejus tam preciosa videatur ut æquum sit eum cum hâc pactione in societate admitti, v. g. Si solus peregrinetur, si solus naviget, pericula subeat solus.

Sed si damni communio ad substantiam societatis non pertinet, aliter dicendum de lucri communione. Nam si difformiter partes ejus constituere liceat, ut jam monuimus, tamen quia omnis societas lucri in commune faciendi gratiâ coïtur, pascisci non potest ut alter lucrum tantum alter damnum sentiret. Hoc genus societatis iniquissimum vulgò *societas leonina vocabatur*.

Hoc ampliùs, non licebat societatem coïre, ut aliam damni, aliam lucri partem socius ferat. Nec lucrum enim intelligitur, nisi omni damno deducto, neque damnum, nisi omni lucro deducto. Fas erit autem dicere ut ejus lucri quod reliquum in societate sit, omni damno deducto, pars alia feratur et ejus damni quod similiter relinquatur pars alia capiatur.

Denique notandum est, in contrahendâ societate stipulari posse ut sit in arbitrio certæ personæ, quam quisque partem habiturus sit. Quod si arbitrium ita pravam est ut manifesta iniquitas ejus appareat, corrigi poterit per judicium bonæfidei. Addamus non solum in tertie personæ sed etiam in unius ex sociis tanquam boni viri arbitrio constitutionem partium poni posse.

§. II. *De iis societatum variis speciebus propriis.*

Quod explanabimus distinguendo accuratè diversas societatum species nam non una est tantum societatis indoles ac forma et si de iis quærat^{ur} quæ tanquam materia subjiciuntur societati, vel de hujus causâ et fine, nonnullas divisiones societas reciperet. Quidam doctores eas omnes ad duas tantum species retulerunt, scilicet generalem et singularem. Nos verò stabimus in nomenclatione quæ sanè consultò in nostro titulo prodita est.

Nº I. *Societas omnium bonorum.*

Hujusmodi societas tunc tantum contracta intelligitur, cùm expressè coïta est. Cæterum parvi refert quin societatem universarum fortunarum ita coïerint ut *quidquid erogaretur, vel quæreretur, communis lucri atque impendii esset.*

Valet etiam inter eos qui non sunt æquis facultatibus; cùm plerumque pauperior, operâ, suppleat quantum ei per comparisonem patrimonii deest.

In hanc veniunt omnia bona quæ coïeuntium sunt. Hæc continuo communicantur. Etenim contrahentes intelliguntur, cùm societatem coïerent, constituisse se possidere communi nomine omnia quæ proprio nomine possidebant. Quod fit traditione fictâ, præsumptâ.

Quoad nomina, propter eorum naturam peculiarem, hæc in eodem statu manere debuerunt, sed actiones erunt invicem præstandæ.

Acquiruntur quoque communioni bona futura, hæreditas, legatum donatum et quâquâ ratione acquisitum. Itidem quod sive ob injuriam sibi factam, vel ex lege Aquiliâ, sive ipsius, sive filii corpori nocitum sit, conferetur.

Excipientur tamen collatione res quæ ex prohibitis causis descendunt.

Cæterum quia contrahentes, communi nomine, constituere se possidere non potuerunt nisi ea quæ tùm possidebant quàm contraxerunt,

sequitur quod durante societate emptum, ipsius esse qui emit, sed eum societatis iudicio cogi rem communicare.

Videamus nunc onera. Eroganda erunt ex arcâ communi quæ ad vitæ rationem atque usum sibi suisque necessaria sunt; videlicet alimenta, sumptus in studia, vel in honorem et alia similia liberis unius socii suppedita. Hoc ita se habet, licet alter nullos liberos habeat in quorum usum talia venirent.

Sed inter onera et damna quæ sociis supervenerunt non erogandum quod in aleâ aut adulterio perdiderit socius. Non consequetur quoque ex communi, quod præstiterit ob damnationem, si non injuriâ iudicis sed ob maleficium suum damnatus sit.

Nº 2. *Societas universorum quæ ex quæstu veniunt.*

Simplex quoque vocatur hæc societas; quia si simpliciter contrahatur et si non fuerit distinctum, videtur coïta societas universorum quæ ex quæstu veniunt.

In *quæstus* nomine id tantum continetur quod ex operâ ex commercio ex mercimonio, sive redempturâ cujusque socii venit. Sed non adjiciuntur societati hæreditates, legata et donationes quæ cuique sociorum obvenient.

Idem dicendum si non *quæstus* simpliciter sed *quæstus et lucri* contracta sit societas; nam verbum et *lucri* nihil adjicit, accipit significationem ex verbo *quæstus*, ideò erit commune tantum omne lucrum quod profectum erit ex operâ, ex industriâ cujusque, ex emptione, venditione, ex locatione, conductione et similibus commerciis.

Nec æs alienum nisi quod ex quæstu pendebit veniet in rationem societatis aut quod in communem arcam versum fuerit. Quod sic etiam accipiendum est, in casu proposito, ut socius qui mutuam pecuniam non sumpsit teneatur actione pro socio erga socium mutuatarium, non erga creditorem cum quo nihil contraxit.

Nº 3. *De Societate negotiationis alicujus et unius rei.*

Quæ in his societatis generibus communicari debeant ex ipsius conventionis et formæ et fine facile apparebunt. Cæterum teneamus nihil

ex his societatibus erogandum nisi in societatis causam. Nulla in eas venient lucra aut damna præter ea quæ rerum istarum certarum aut certæ negociationis intuitu obvenerunt. Aliundè quæsitæ, quisque sibi retinet; sicuti aliundè quoque, sumptus impensas damnaque, solus feret. Quo fundamento explorati juris est etiamsi maximè argentaria societas inita sit, quod quisque tamen socius non ex argentariâ causâ quæsiit id ad communionem non pertinere. Itidem si fratres parentum indivisas hæreditates ideò retinuerunt ut emolumentum ac damnum in his commune sentirent, quod ex aliâ causâ quæsierint in commune non redigetur.

Insuper ad explanandas difficultates quæ in hujusmodi societatibus exoriuntur circâ lucrum communicandum vel damnum ferendum, vel sumptus aut impensas eroganda, vel obligationes aut oes alienum solvenda, exempla traduntur in leg. 63, § 9, leg. 52; § 4, 10, 12, 15 L. 58, pr. § 1, L. 60, § 1, L. 61.

Nº 4. *De societate vectigalium.*

Hæc contrahitur cùm plures simul vectigalia et alia similia commoda fisco obvenientia à fisco conducta habent. In eo differt societas ista à privatis societatibus quòd morte unius ex sociis non solvatur, sed maneat ita; demùm si pars defuncti ad personam hæredis ejus adscripta sit, quod ipsum tamen ex causâ æstimandum est: videlicet si societas coïta sit maximè propter operam ejus qui mortuus est, et sine quo societas administrari non possit.

§ 3. *De actione pro socio.*

Ex societate contractâ obligatio oritur æqualis omnium sociorum eaque actionem producit utrinquè directam. Quæ quidem actio *pro socio* appellatur.

Datur socio contra socium.

Sanè licebit cuivis sociorum partem suam quam in re communi

habet ad extraneum transferre. Sed quia societas consensu contrahitur, cujus translationis non ea erit vis ut is qui admittitur fiat socius cæterorum. Jus ipsum societatis ad eum non transibit et acquiriti non erit facultas actione utendi.

Erit socius tantum ejus qui admisit, non erit meus. Et quidquid fuerit de societate nostrâ consecutum, cum illo qui eum assumpsit communicabit. Nos ei cum eo non communicabimus sed factum ejus præstabitur societati. Id est aget socius et societati præstabit quod fuerit consecutum. Ex contrario factum quoque sociorum debebit ei præstare sicuti suum, quia ipse adversus eos habet actionem.

Datur quoque hæc actio hæredi et in hæredem, quippe qui licet socii non sint, tamen emolumenti et oneris successores sunt.

Ea, agetur. 1^o Ut contribuatur de quibus præstandis à contrahentibus; scilicet cum inter fratres voluntarium consortium initum est stipendia aliaque salaria in commune redigantur, pariter in societate universarum fortunarum hæreditas cuivis eorum delata. Item ut socius patiatur socium alterum uti re communi ad eos fines ad quos destinata est, ac vice versâ ab iis absteineat circa eam quæ huic destinationi repugnant aut quæ illi prohibentur.

2^o. Ut restituantur unà cum fructibus et usuris quæ cum in commune essent conferenda, in suos ipsius usus alter sociorum convertit.

Sed circa usuras distinctione opus est. Si socius condemnatus fuerit quod pecuniam communem invaserit vel in suos usus converterit; omni modo, etiam morâ non interveniente, præstabuntur usuræ. Si communem pecuniam fœneraverit, quod fieri non potest sine sociorum consensu, nisi pro parte suâ, usurasque perceperit, usuræ erunt partiendæ, cum societatis nomine fœneraverit. Non sic habebitur, si suo nomine credita pecunia; quoniam sortis periculum ad eum pervenerit usuras ipsum retinere oportet. Quod non aliter habet locum quàm si non omnium bonorum socii fuerint. Nam inter socios omnium bonorum usurarum emolumentum commune est, etiamsi unus ex his eam pecuniam suo nomine fœnori occupaverit. Tandem

si socius non in ipsis rebus communibus, sed in eo quod ex societate lucrificet reddendo moram adhibuerit, ad usuras tenebitur, si utrumque concurrat, id est mora in reddendo et usus.

3^o Ut damna resanciantur. Sed quamnam culpam socius præstare tenebitur? Quænam diligentia erit ab illo adhibenda? Utrum diligentia cuiuslibet patrisfamilias an diligentia quam ipse rebus suis adhibere solet? Hæcce tantum requiritur. Nam qui parum diligentem socium sibi adsumit de se quæri, sibi que hoc imputare debet tamen latæ culpæ nunquam venia dabitur, nequè damnum compensabitur cum commodo.

4^o Denique ut rationes reddantur et societas dissolvatur pro socio actione agi poterit.

In rationes reddendas venient, secundum suprà-dictas distinctiones, debita, credita, collationes, sumptiones ac distractiones quæ circa societatem sociis competent.

Hic multa sunt notanda. Si cum plures socii essent, egerit cum uno ex sociis, socius, et partem suam sit consecutus integram, deinde si alius socius cum eodem agat et partem consequi integram non possit, is adversus alterum pro socio agetur ut utriusque portio exæquatur, quia iniquum esset ex eadem societate alium plus, alium minus consequi.

Ex his æqualitatis principiis fluit quod si quid uni sociorum debeat à societate, unumquemque ex sociis pro parte tantum teneri. Etiam verò, quoniam societas, cum contrahitur, tam lucri quam damni communis initur, si aliquis ex sociis non solvendo sit, socius creditor, non solus damnum feret, cæteri quoque patientur.

Generaliter *pro socio* arbiter prospicere debet cautionibus in futuro damno vel lucro. Ideò, si unus sociorum ex die pecuniam debeat, et dividatur societas, non debeat hoc deducere socius, quemadmodum præsens debet, sed omnes dividere et cavere, cum dies venerit, defensum iri socium. Etiam si æs alienum quod ex communi solvendum est sub conditione debeat, si interim societas dirimatur, cautiones interponendæ sunt.

Actio pro socio, cum aliis concurrere potest, velut cum *communi dividundo*, quoniam *pro socio* nominum rationem habet sed non admittit adjudicationem quæ obtinetur actione communi dividundo. — Velut etiam cum actione *furti*, *damni-ve injuriæ dati*, ut in aperto est ex legib. 45, 47, 48, 50, 51 hoc tit. — Velut adhuc cum actione *ex empto vendito* secuti in specie legis 69 h. t. quæ in damnatarum legum numero vulgò haberi solet; *cùm societas ad emendum coitur et convenerit ut unus reliquis nundinas, id est epulas, præstaret et pro socio et ex vendito cum eo agendum est.*

In hoc judicio, socius singulari gaudet *beneficio competentie*.

Quia societas *jus quodammodo fraternitatis* in se habeat placuit in id quod solūmodo facere possunt socios condemnari oportere.

Sed caret hoc beneficio is qui falsò se socium esse negaverit; pariter is qui dolo fecit quominus solidum præstare possit, bona sua erogando in fraudem futuræ actionis.

In æstimatione ejus quod socius facere potest, spectatur tempus rei judicandæ, æs alienum autem non deducitur nisi forte ex ipsâ societate debeatur.

Et quoniam hoc beneficium personæ cohæret, non competit fidejussoribus nisi fidejussor quasi defensor socii judicium susceperit. Idemque et in patroni defensore accipietur et in universis qui in id quod facere possunt conveniuntur. Non dabitur hæc exceptio patri vel domino socii quorum jussu societas fuit contracta.

§ 4. — *Quibus modis solvitur societas.*

Dissolvitur societas ex personis, ex rebus, ex voluntate, ex actione:

1° *Ex personis*, solvitur scilicet:

Morte unius socii. Non tantum respectu mortui ipsius, sed erga superstites nisi in coeundâ societate convenerit ut inter reliquos maneret,

Nec hæres succedit societati. Imò, ab initio pascisci prohibetur quominus hæres socii succedat in societatem, quod in aperto est. Nam in societate persona eligitur; porrò incertum est quis tibi hæres futurus sit. Denique virtutes defuncti ad hæredes non transeunt. Meminisse autem oportet quod jam diximus de vectigalium societate.

Attamen nec vetat hæredem post mortem socii ex novo consensu assumere.

Cæterum quamvis hæres societati adscitus non fuerit, tamen succedet in omne damnum aut emolumentum tùm antè, tùm post mortem socii gestum, modò causa damni vel lucri obitum præcesserit.

Hinc etiam erit quòd ea quæ per defunctum incohata sunt per hæredem explicari debeant.

Ad genus dissociationis *morte* potest referri maxima vel media capitis diminutio, nam maximâ et mediâ capitis diminutione intereunt quoque homines, jure civili.

Quibus ferè similis est *publicatio* universorum bonorum socii, nam cùm in ejus locum fiscus succedat, pro mortuo habetur. Longè verò his causis dissimilis est *egestas*, tamen societatem dissolvit, nam cùm societas contrahatur bonorum communicandorum causâ, bonis amissis, societati locus esse non potest.

Sed non solvitur minimâ capitis diminutione sive filiusfamiliâs qui societatem coërit emancipatus à patre fuerit, sive paterfamiliâs socius se in adrogationem dederit. Uterque post emancipationem aut adrogationem socius permanet.

2º. *Ex rebus* solvitur, cùm res extinguuntur mutanturve quæ in societatem deductæ sunt, aut impletus est finis quem sibi proposuerant partes in societate contrahendâ.

3º. *Ex voluntate* solvitur. Tamdiù societas durat, quamdiù consensus partium perseverat.

Quod est congruens ordinariis legibus de tollendis obligationibus quæ consensu contrahuntur. Sed plura sunt societatis contractui propria. Renunciatione unius tantùm ex sociis societatem solvitur etiam

si res integra esse desierit; item si tempus definitum nondum elapsum fuerit.

Sed multa occurrent ut incommoda minuantur istius juris singularis convenientis naturæ ac indoli societatis, quæ fiduciâ et concordia vivit.

Quod si societati in tempus coitæ ante tempus renunciaverit, renuntiatio intempestiva semper habebitur; ideò socium à se, non se à socio liberabit. Itaque si quid compendii postea factum fuerit, ejus partem non feret; at si dispendium, æquè præstabit portionem nisi renunciatio ex necessitate quâdam facta sit.

Sed cum tempus non statutum fuerit, si res amplius non integra sit, spectandum erit an renuntiatio sit intempestiva vel dolosa. Intempestiva erit si renonciaverit societati unus ex sociis eo tempore quo interfuit societatem non dirimi, v. g. Si emerimus mancipia, initâ societate, deinde renunciaveris eo tempore quo vendere mancipia non expedit. Erit dolosa, si callidè recesseris, ut obveniens aliquod lucrum solus habeas, veluti, si totorum bonorum socius cum ab aliquo hæres esses relictus, in hoc renunciaveris societati ut hæreditatem solus lucrifaceres. Cogeris hoc lucrum communicare, si ea lucrosa sit. Sin damnosa, damnum ad te solum pertinebit secundum principium jam editum: renunciationem dolo malo factam socium à se non se à socio liberare. Si quid verò aliud lucri fecerit, quod *non captaverit*, ad ipsum solum pertinebit. — Cæterum quidquid acquiritur post renunciata societatem, ei soli conceditur cui renunciatum est.

Renunciare poterit societati non ipse tantum socius sed etiam ejus procurator; itidem curator socii qui furere coeperit. — Reciprociter et procuratori et curatori rectè renunciabitur.

Poterit quoque absenti renunciari, sed eum placuit, quoad is sciverit, in commune redigi, quod adquisierit renunciatus; detrimentum autem solius ejus est. Dum quod absens acquisivit ad solum eum pertinebit et detrimentum ab eo factum commune erit.

Ex præmissis vidimus societati intempestivam renunciationem in æstimationem venire, ergò non opus est forsàn ut dicamus inutile esse pactum ne quis renunciaret societati.

Aliud dicendum de pacto ne intrà certum tempus dividatur.

4^o Denique, *ex actione* solvitur societas, cùm societatis dissolvendæ causâ ad iudicium itur.

QUÆSTIONES.

I.

Socius omnium bonorum *poterit-ne* erogare ex communi pecuniâ dotem filiæ? — Poterit.

II.

An uno pecuniam, altero operam conferente, pecunia communis fiat et cujus periculo sit? — Dicam communem fieri, si unius opera tantùm valeat quantùm alterius pecunia.

III.

Si dos constituta filiæ ex pecuniâ communi, iterùm vel durante societate vel eâ finitâ, aliquo casu, ad patrem dotantem revertatur, quid juris? — Reversa quandocumquè, communicari dividique debet.

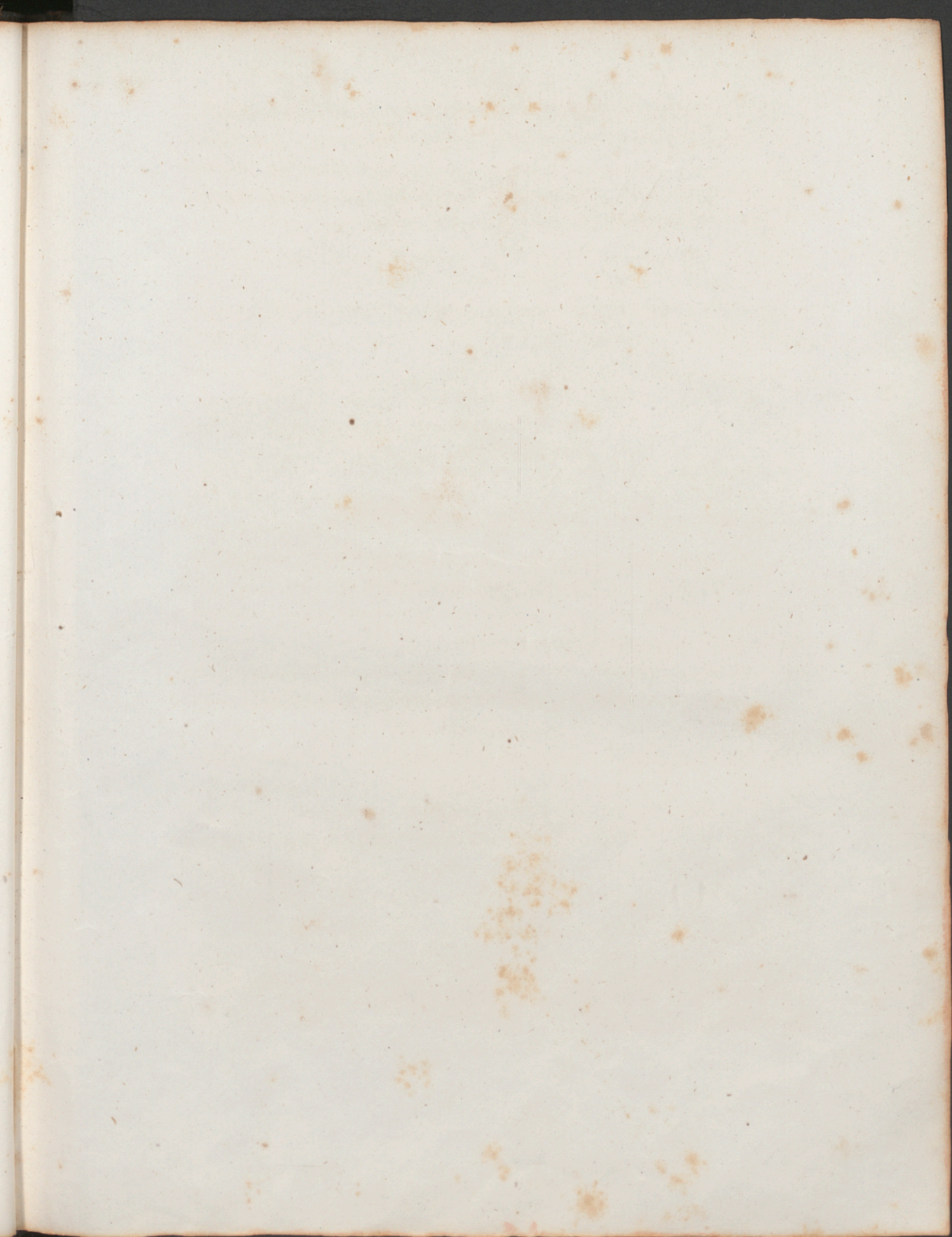
IV.

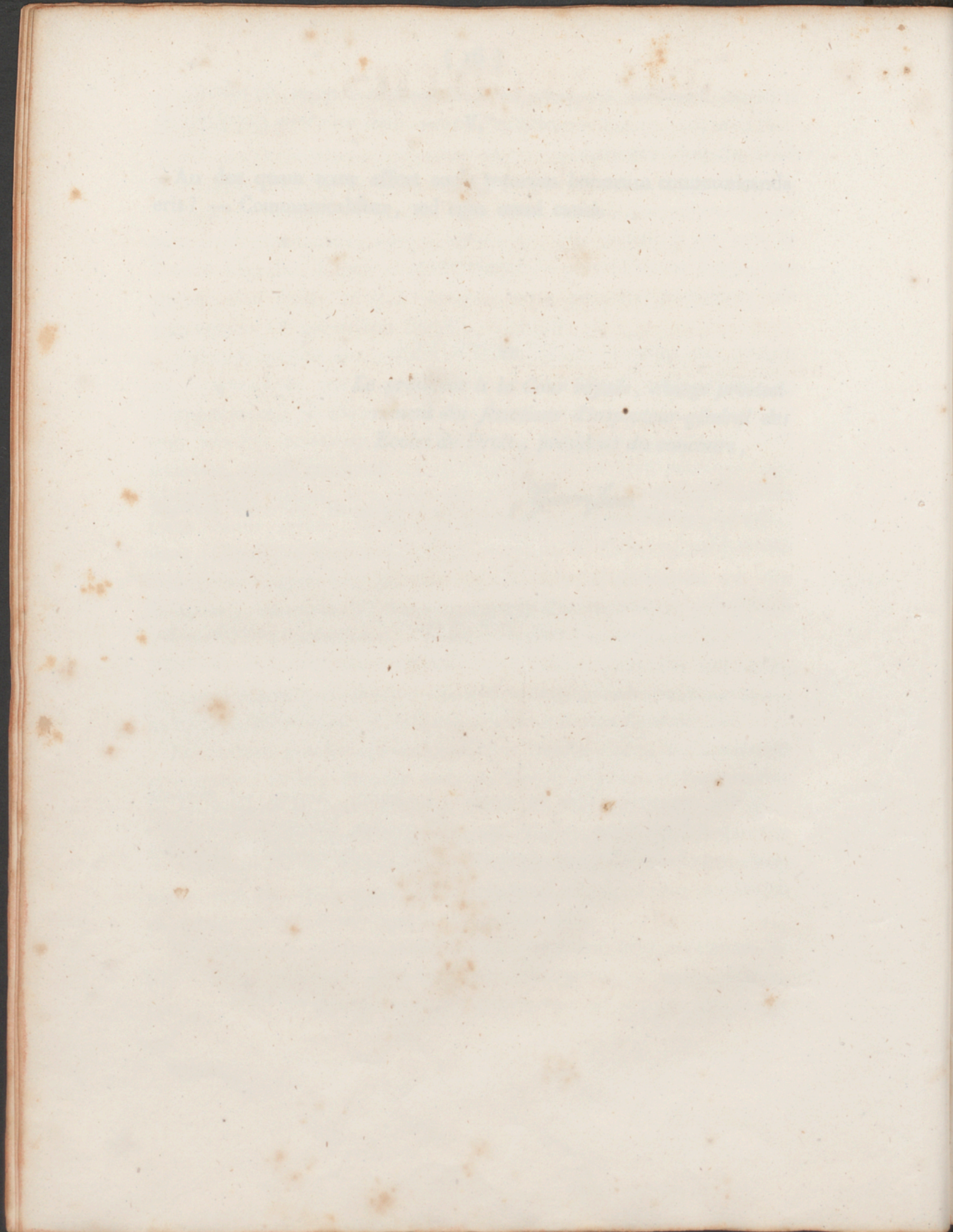
An pactum de inæqualibus partibus lucri et damni inter socios valeat ubi æqualis est operæ et pecuniæ collatio? — Valet.

An dos quam uxor affert socio totorum bonorum communicanda erit? — Communicabitur, sed cum omni causâ.

Le président à la Cour royale, chargé provisoirement des fonctions d'inspecteur-général des Ecoles de Droit, président du concours,

Garrigou.





Account of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the



Résultat du Concours.

Chaire de Procédure.

M^r. Rodière 9 voix.

M^r. Dufour 1. voix.

Suppléance.

1.^{er} Tour de scrutin.

M^r. Cabantous 4 voix.

M^r. Molinier 5 voix.

M^r. Massol 1. voix.

2.^{ème} Tour de Scrutin.

M^r. Molinier 6 voix.

M^r. Cabantous 1. voix.



